

## MSP : ABOUDJERRA SOLTANI RÉPOND À OUYAHIA : «Oui, j'insiste sur le partenariat politique»

Le président du Mouvement de la société pour la paix (ex-Hamas) n'apprécie visiblement pas la dernière intervention de son homologue du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, lors du Forum de la télévision de dimanche dernier. Et il a tenu à le faire savoir à la première occasion.

Répondant, en effet, à la question d'un confrère sur ce qu'il pensait de la proposition de Aboudjerra Soltani quant à «faire évoluer l'actuelle Alliance présidentielle en un partenariat politique», Ouyahia répondra, mi-ironique, mi-allusif, par cette simple phrase : «Je réponds simplement qu'une alliance c'est plus fort qu'un partenariat» !

Ce à quoi répondra Aboudjerra jeudi dernier comme suit : «En 1999, nous avons choisi notre candidat à la présidentielle dans le cadre d'une coalition partisane, un peu fâchés et dans une ambiance tendue. Comment se pouvait-il en être autrement après l'exclusion de notre candidat, le cheikh Nahnah que Dieu ait son âme ?

En 2004, les choses ont évolué et nous avons soutenu notre candidat dans le cadre d'une alliance présidentielle. En 2009, nous avons choisi et soutenu notre candidat dans l'espoir et la perspective d'un futur partenariat politique. Oui, je dis cela et j'insiste sur le partenariat politique et comprenez qui pourra ! Et libre à celui qui veut en faire une explication économique ou je ne sais quoi encore !»

Soltani disait cela devant les cadres nationaux et de wilaya de son parti, réunis jeudi et vendredi derniers à la Mutualité des matériaux de construction de l'UGTA à Zéralda à Alger pour une «conférence nationale sur l'élection présidentielle du 9 avril 2009».

Ce n'est pas la première fois que le MSP s'en prend à son partenaire dans le gouvernement Ouyahia.

Deux partis que tout sépare dans le fond mais amenés à s'assembler dans une coalition gouvernementale tripartisane, avec le FLN depuis 1997. Même du temps de Mahfoud Nahnah, l'ex-Hamas a toujours essayé, par intermittence, d'exprimer «ses différences» doctrinales et idéologiques. Ainsi, des dossiers brûlants de la réforme de l'école, du code de la famille, de l'arabisation, etc., avant, quand même, de finir à chaque fois par «tout avaler», pour peu que cela émane du pouvoir.

Jeudi dernier encore, Soltani affirmait dans son discours d'ouverture des travaux de la conférence que tout ce qui l'a amené à soutenir Bouteflika pour la prochaine élection présidentielle «c'est l'engagement de ce président-là qui a prouvé son soutien pour la Palestine et qui a dit très clairement que tant que je serai encore président, l'Algérie ne normalisera jamais ses relations avec Israël».

Toujours ce souci de garder un pied du côté de la rive islamiste, Soltani ne manquera d'ailleurs pas de rappeler que de tous les actes fondateurs de l'Algérie indépendante, il ne retient qu'un seul : «La proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 qui fixait deux objectifs pour la Révolution : libérer le pays et instaurer la République algérienne démocratique et populaire dans le cadre des principes islamiques.»

Comme tout bon islamo-conservateur qui se respecte, pas la moindre allusion au congrès de la Soummam qui a réorganisé la Révolution, lui a donné un contenu politique et assigné l'objectif de libérer le pays pour en faire la première démocratie de la rive sud de la Méditerranée. Soltani, ministre d'Etat par ailleurs, fixe, comme tous les membres du gouvernement, un seul objectif à la campagne électorale : «Réussir une participation massive lors de ces élections».

Pour cela, il affirme que «le MSP animera, tant au niveau national que local, pas moins de 657 meetings dont 38 par moi-même». A l'ouverture des travaux, il précisera que «cette conférence est ma dernière activité avant l'ouverture officielle de la campagne électorale».

K. A.

## SIDI-BEL-ABBÈS, DERNIÈRE «HALTE» DE PRÉCAMPAGNE

# La trêve «unilatérale» du candidat Bouteflika

Abdelaziz Bouteflika a effectué mercredi dernier sa dernière visite à l'intérieur du pays avant l'ouverture officielle de la campagne électorale le 19 mars prochain. C'est ce que nous confie une source très bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le président cessera toutes les sorties publiques dès demain, dimanche, avec le discours qu'il prononcera au palais des Nations à l'occasion de la Journée mondiale de la femme. Et contrairement à ce que l'on fait croire ici ou là, il ne visitera plus aucune autre wilaya, après Sidi-Bel-Abbès, et ce, jusqu'au 19 mars prochain», précisera encore notre source.

Selon toujours la même source, Bouteflika voudrait, ce faisant, «donner des gages de garantie et de crédibilité à ses concurrents pour l'élection du 9 avril. Il a donc agi par respect aux cinq autres candidats».

Plutôt un geste destiné pour la communauté internationale, cette trêve de précampagne n'aura certainement aucune incidence sur l'issue finale d'une élection d'ores et déjà gagnée par l'actuel locataire du palais d'El-Mouradia.

En quatre sorties successives, depuis le 12 février dernier, Bouteflika a fait une telle démonstration de force qu'il peut désormais se permettre toutes «les fantaisies» d'ici le 9 avril.

Depuis son annonce de candidature à la coupole du Complexe olympique du 5-Juillet, le 12 février, l'homme aura réussi une opération marketing d'une extrême

importance. On disait de lui très affaibli par la maladie, il s'avère dans une forme éblouissante ! Ou alors il maîtrise son mal à la perfection ! Cela se répétera depuis, à Blida, à Oran, à Biskra puis mercredi dernier à Sidi-Bel-Abbès.

A chaque fois, il ponctue ses visites traditionnelles dans ces wilayas par de longs discours «thématiques» qui rappellent ses sorties fracassantes de l'été 1999 ! Et à chaque fois aussi, il fait des annonces d'une extrême importance : un plan quinquennal de 150 milliards de dollars à la Coupole, une augmentation générale des salaires à Oran, l'effacement des dettes des agriculteurs et des éleveurs en plus d'un plan quinquennal de 15 milliards de dollars pour le secteur à Biskra et, enfin, l'augmentation des

bourses pour les communautés estudiantine et universitaire ainsi que celle de la Formation professionnelle à Sidi-Bel-Abbès.

En attendant bien sûr sa «surprise» pour la gent féminine à l'occasion de son discours de demain.

Avec autant d'annonces et en l'absence d'adversaires comme en 2004, Bouteflika peut, en effet, se permettre une campagne «tranquille», et d'enjoindre à ses ministres via un de ses plus proches collaborateurs «de faire campagne comme le fait si bien Ould Abbès. Je ne vais tout de même pas faire cette campagne tout seul» ! Aurait fait remarquer Bouteflika aux membres de son gouvernement. D'où, d'ailleurs, la multiplication «subite» des visites ministérielles depuis quelques jours...

K. A.

## DJAHID YOUNSI À LA CHAÎNE II :

# «La réconciliation nationale est l'unique solution»

Djahid Younsi, le candidat d'El-Islah, flirte de nouveau avec l'idée de réconciliation nationale et d'amnistie générale. Il soutient qu'il s'agit de la condition pour la relance d'une ouverture démocratique.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Le candidat d'El-Islah, qui a longuement détaillé ses propositions et son plan de campagne électorale lors de son passage, jeudi, sur les ondes de la Chaîne II, prône une alternative pour sortir de la situation sécuritaire actuelle.

Selon Younsi, «la réconciliation nationale est l'unique solution». Il soutient que le problème réside dans le fait que celle-ci n'a pas été respectée dans le traitement de toutes les causes. «On ne peut concrétiser une réconciliation nationale de manière éradicatrice», soutient-il. Et d'ajouter que «la réconciliation nationale ne doit pas se contenter de résoudre les traces des crises». En médiateur pour la paix, il estime que son parti «œuvre à proposer des solutions au peuple algérien, visant à arriver à une réconciliation nationale effective et générale».

Dans ce sens, Younsi jouera, une fois encore, la carte des droits de l'homme, de la liberté, de l'équité et de l'ouverture démocratique. Pis encore, dans un langage pro-islamiste, Djahid Younsi se portera comme défenseur des droits de l'homme, des repentis en déclarant : «Des gens ont perdu leur travail, leurs biens et ont été privés de leurs droits. Il faut recourir à l'amnistie générale afin de mettre un terme au bain de sang.»

Provocateur, il lancera : «Effaçons les dettes des politiques comme nous avons effacé celles des agriculteurs.» Le numéro un d'El-Islah prônera

une amnistie générale «même pour les personnes incriminées par la justice. C'est l'une des priorités». Aberrant ! «Il faut lever les barrières entre les courants politiques. Notre mouvement s'oriente vers l'ouverture sur la mouvance démocratique», indique-t-il, en se prononçant pour une amnistie générale en guise de parachèvement du projet de réconciliation nationale.

Concernant les raisons de sa candidature, Younsi dira : «Nous sommes un mouvement politique porteur d'idées et de visions que nous souhaitons exposer à la société algérienne. Nous travaillons pour la concrétisation de ces idées dont nous sommes convaincus. Et cette campagne est la meilleure opportunité pour les transmettre au grand public». Très confiant, il dira que «le mouvement El-Islah s'est présenté en tant que force partisane pour concurrencer les autres pour le plus haut poste de l'Etat. Il a toujours été en force au Parlement et le 9 avril est une chance pour retrouver son poids».

Interrogé sur l'écho de son plan de campagne au sein du peuple, Djahid Younsi se dit certain de participer à la campagne avec des visions porteuses en plus d'un poids politique. «La force d'un parti politique se résume en ses idées et ses hommes. Sur ce plan, El-Islah est au devant de la scène. Le mouvement a affirmé son existence en adoptant des causes nationales», souligne le candidat islamiste. «El-Islah est porteur d'un programme et se bat

pour concrétiser ses projets de manière effective», tient à ajouter Younsi.

Selon ce dernier, le mouvement aurait retrouvé «sa santé». Il fait preuve de persévérance et d'insistance sur ce qu'il porte comme idéaux. Pour autant, après avoir déjà contesté le «domaine réservé» du président de la République en matière de politique étrangère, Younsi récidive en estimant que «ce n'est pas la politique étrangère qui renforcera l'Algérie. Nous devons puiser cette force de la politique intérieure». A ce propos, il dira : «Je suis porteur d'un programme conforme aux aspirations des Algériens.»

Younsi estime faire davantage prévaloir ses vues vis-à-vis de la société. Son objectif est d'organiser une transition réussie vers une ouverture politique et démocratique. Il parle d'un programme d'actions visant des objectifs capacitaires qui associés à des crédits seront réalisés sur le terrain.

Dans l'affirmative, sur le plan économique et financier, le secrétaire général d'El-Islah prône une politique stricte et un nouveau système financier islamique «sans riba». Un système qui aurait fait ses preuves dans plusieurs pays musulmans et aurait été approuvé par des économistes étrangers, estime l'invité de la Chaîne II. En analyse, il soutient que financièrement, «l'Algérie travaille repliée sur elle-même. Il faut aérer le secteur des finances». Et d'ajouter : «Le côté fictif du secteur représente 80 %. On prône le libéralisme avec une vision socialiste.» Cependant, il dénonce «la gymnastique des chiffres» adoptée par le gouvernement concernant le taux de chômage.

Il parle de création d'une pépinière de micro et moyennes entreprises en faveur des jeunes et de l'octroi de crédits sans intérêts.

La situation de millions de détenteurs d'un diplôme universitaire, de travailleurs indépendants, d'agriculteurs n'est guère encourageante, d'où la nécessité de penser à une nouvelle politique, se basant notamment sur la formation. Il faudrait, selon lui, un réservoir de main-d'œuvre qualifiée.

A travers son programme, «l'objectif est de sortir de la dépendance des ressources pétrolières et autres énergies». Une situation que les gouvernements précédents ont échoué à changer, affirme-t-il.

«Economiquement, ils se sont astreints à puiser dans les revenus du pétrole», soutient-il. La plus grande richesse est, selon lui, la jeunesse qu'il faudrait prendre en charge. Mais il s'agit une fois de plus d'un débat escamoté.

Son programme est un mélange d'illusions et d'espoirs qui prône de surmonter les différentes crises : logement, chômage, santé...

Représentant la mouvance islamiste avec comme slogan électoral «votre chance pour le changement», El-Islah sera présent à travers 30 wilayas. Il choisira un site historique de la capitale comme point de départ, avant de se diriger vers la ville des Roses.

Enfin, le vote qui déterminera le résultat de l'élection n'a aucun rapport avec la réalité sociale ni politique du pays. C'est une mise en scène pour légaliser un scrutin dont le candidat vainqueur est connu d'avance.

W. Z.